Département des LANDES
Arrondissement de DAX
Canton du PAYS MORCENNAIS TARUSATE
COMMUNE DE MEILHAN

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MARDI 07 JUIN 2022**

DEPARTEMENT DES LANDES

COMMUNE DE MEILHAN

ARRONDISSEMENT DE DAX

Date de convocation : 01/06/2022

Nombre de Conseillers en exercice : 15

Nombre de présents : 14

Nombre de votants : 14

Présents : LOUBERE Patricia, LACOSTE Claude, HUREL Catherine, CHABANNE Eric, LAULOM Vincent, MEURIS Olivier, DESPOUYVS Véronique, LOUBERE David, LAPETRE-TAUZIET Nadège, SOUX Benoit, ILHARDOY Sandra, LINXE Justine, TESTEMALE Maurice, CHARON-BURNEL Mathilde

Secrétaire de séance : M. LACOSTE Claude

Absente : Mme DUCROT Stéphanie

Des modifications ont été apportées au PV de la séance du 06 avril 2022, à la demande de M. TESTEMALE Maurice.

Le Conseil adopte à l'unanimité le procès-verbal de la séance du 22 mars 2022.

Ordre du jour :

- Bilan bibliothèque,
- Tarifs locations salles communales
- Tarifs mise à disposition matériels transports déchetterie, transports matériaux
- FEC 2022
- Subventions associations 2022
- Travaux aménagement cour école, locaux services techniques
- Terres communales : transferts baux Lot 01, Lot 02, Lot 03
- Personnel territorial : lignes directrices de gestion, délibération fixant la durée annuelle et l'organisation du temps de travail
- Questions diverses : bureaux votes élections législatives, ...

BILAN BIBLIOTHEQUE

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que le bilan est reporté à la prochaine séance du Conseil Municipal.

DELIBERATION 2022-24

TARIFS LOCATION SALLES COMMUNALES

Madame le Maire propose d'harmoniser les tarifs de location de la salle des fêtes et des cuisines, d'appliquer un tarif unique pour une location de la salle des fêtes avec les cuisines ou sans les cuisines.

Madame le Maire propose la gratuité de la location des salles pour des réunions ou assemblées générales.

La location de la salle des réunions sera réservée aux associations ou particuliers à titre personnel, à but non lucratif, (pour des réunions, des formations, des conférences, ou manifestations diverses), mais interdite pour les repas. Lors des six derniers mois, la salle des réunions a été réservée pour des réunions, des assemblées générales, des formations pour des CUMA, syndicats agricoles, coopératives, Groupama, ADMR, USEP, RAM, MSA.

M. Soux intervient, la gratuité est réservée en fonction des personnes qui viennent la réserver.

Madame le Maire propose de lister les bénéficiaires, de façon à ce que ce soit clair.

Mme Ilhardoy intercède ; il lui paraît normal que tout le monde paye ou personne, mais qu'il n'y ait pas que certains qui bénéficient de la gratuité.

M. Lacoste rajoute qu'il y a deux organismes particuliers, notamment Groupama et le Crédit Agricole qui au départ étaient des caisses locales.

Mme Ilhardoy précise qu'il paraissait injuste que le crédit agricole par exemple bénéficie de la gratuité de la salle et pas la petite asso du coin.

M. Laulom complète que l'association « des moulins » pour laquelle il est membre, n'a pas son siège social à Meilhan, donc elle devra s'acquitter de 60 € pour une réunion.

Mme Charon-Burnel défend « des critères de sélection ne peuvent pas être nominatifs, une liste ne suffit pas, il faudrait avoir des critères valables, il faut être plus objectif. »

Mme le Maire propose la gratuité pour tout le monde.

Mme Charon-Burnel propose de définir un critère en fonction de l'objet de la réunion.

Mme Lapêtre-Tauziet défend que l'établissement d'une liste si elle est incomplète pourrait poser problème, et rejoint Mme Charon-Burnel dans sa réflexion, elle propose soit l'interdiction de location aux particuliers ou alors le paiement d'une location pour tout demande.

M. Soux intervient ; « les locations sont essentiellement des réunions, cela fait fonctionner le commerce local, boulangerie, restaurant »

M. Testemale rajoute « on favorise l'économie sociale »

M. Meuris demande quel est l'intérêt pour la commune, qu'est-ce que cela rapporte à la Commune ? Si une association extérieure à la commune demande une salle de réunions, devra t'elle s'acquitter d'une location, exemple le club de judo de Tartas.

Madame le Maire précise que cela reste exceptionnel, le foot de Tartas avait occupé la salle polyvalente lors des fortes pluies l'hiver dernier pour des entraînements dans la salle polyvalente de la commune.

Mme Ilhardoy rajoute que le temps passé par l'agent en charge du nettoyage des salles représente un coût pour la collectivité.

Madame le Maire propose la gratuité de la salle des réunions pour toutes les formations, réunions, pour les associations Meilhanaises et extérieures, particuliers, à titre occasionnel, occupation à but non lucratif.

Les occupations à but lucratif seront facturées à 60 €.

Madame le Maire propose de réserver la salle polyvalente aux associations sportives, seules les associations Meilhanaises pourront organiser des repas (ex Comité des Fêtes pour les fêtes annuelles), il n'y a pas de demande à ce jour de location par des particuliers de la salle polyvalente pour des repas.

Madame le Maire propose d'augmenter le tarif de location de la salle de réception de la salle polyvalente à 80 € ; la majorité des membres du Conseil ne souhaite pas cette augmentation, de ce fait elle propose le tarif de 60 € par jour.

La salle Jean-Jacques Berceau est réservée aux associations Meilhannaises gratuitement. Elle ne sera pas louée aux particuliers.

Madame le Maire rappelle la délibération du 04 mai 2021 fixant les tarifs de locations des salles de la commune pour l'année 2021.

Madame le Maire expose qu'il est nécessaire de fixer les tarifs de locations pour l'année 2022 de la salle des fêtes et des cuisines, de la salle polyvalente et de la salle de réception de la salle polyvalente, des salles de réunions et de la salle Jean-Jacques Berceau.

Après discussion, le Conseil Municipal, à l'unanimité

FIXE LES TARIFS DE LOCATION DE LA SALLE DES FETES POUR 2022

SALLE DES FETES	HABITANT DE LA COMMUNE	HABITANT HORS COMMUNE	ASSOCIATION DE LA COMMUNE	ASSOCIATION HORS COMMUNE
Location salle des fêtes avec cuisines ou sans cuisine, 1^{er} jour	90,00	250,00	Gratuit	Gratuit
Location journée supplémentaire avec ou sans cuisine	50,00	100,00	Gratuit	Gratuit
CAUTION SALLE DES FETES (à régler lors de la remise des clés)	300,00 €	500,00 €	300,00 €	500,00 €

FIXE LES TARIFS DE LOCATION DE LA SALLE DES REUNIONS, SALLE POLYVALENTE, SALLE DE RECEPTION DE LA SALLE POLYVALENTE, SALLE JEAN JACQUES BERCEAU POUR 2022

SALLE DE RÉUNIONS	Commune ou hors commune			
Location pour évènements à titre occasionnel, ou à titre personnel, à but non lucratif,	Gratuit			
Location à but lucratif	60,00 €			

CAUTION SALLE DE RÉUNIONS (à régler lors de la remise des clés)	200,00 € sauf pour les réunions			
SALLE POLYVALENTE	HABITANT DE LA COMMUNE	HABITANT HORS COMMUNE	ASSOCIATION DE LA COMMUNE	
Location événement 1 ou 2 jours (Pas de caution)	non louée	non louée	Gratuit	
SALLE DE RECEPTION DE LA SALLE POLYVALENTE	HABITANT DE LA COMMUNE	HABITANT HORS COMMUNE	ASSOCIATION DE LA COMMUNE	
Location événement 1 jour	60,00 €	non louée	Gratuit	
CAUTION SALLE DE RÉCEPTION DE LA SALLE POLYVALENTE (à régler lors de la remise des clés)	200,00 €	non louée	200,00 €	
SALLE JEAN-JACQUES BERCEAU	HABITANT DE LA COMMUNE	HABITANT HORS COMMUNE	ASSOCIATION DE LA COMMUNE	ASSOCIATION HORS COMMUNE
Location événement 1/2 journée	non louée	non louée	Gratuit	non louée
Location événement 1 jour	non louée	non louée	Gratuit	non louée

Dit que les tarifs sont applicables à compter du 08 juin 2022

DELIBERATION 2022-25

MISE A DISPOSITION MATERIEL DE TRANSPORT DES DECHETS VERS LA DECHETTERIE DE TARTAS

Madame le Maire propose de reconduire les tarifs de 2021.

M. Testemale demande si le matériel peut être mis à disposition en semaine.

M. Chabanne précise qu'en semaine le matériel de transport est utilisé par les services techniques, il est préférable de mettre à disposition la remorque le week-end.

Considérant la délibération en date du 04 mai 2021 fixant le tarif de transport des déchets verts et encombrants avec le matériel communal,

Considérant que le transport est effectué vers la déchetterie de TARTAS occasionnant des frais de carburant et de personnel supplémentaires,

Madame le Maire propose de renouveler les conditions et la tarification des mises à disposition des matériels de transports des déchets verts et encombrants comme suit :

La Commune assure l'enlèvement et le dépôt des déchets très encombrants, autres que les ordures ménagères, et les déchets verts aux conditions ci-après :

- les déchets sont très encombrants
- les intéressés n'ont aucun moyen matériel pour assurer le transport
- une demande expresse doit être déposée auprès de Madame le Maire

Un employé communal amènera la remorque un jour pour la récupérer le lendemain et assurer le transport et le stockage des déchets ;

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité

FIXE le forfait pour chaque intervention compte tenu du service rendu, de l'immobilisation du matériel et de l'intervention de l'employé communal pour les transports des déchets vers la déchetterie de Tartas, à compter du 8 juin 2022 :

- Transport déchets verts seuls = 60 €
- Transport déchets divers = 100 €

DIT que le paiement interviendra directement auprès du Receveur Municipal après émission d'un titre de recettes

DELIBERATION 2022-26

MISE A DISPOSITION MATERIELS DE TRANSPORTS POUR DEPLACER MATERIAUX SUR LA COMMUNE MEILHAN

Madame le Maire propose de reconduire les tarifs de 2021.

Considérant la délibération en date du 04 mai 2021 fixant le tarif de transports de matériaux sur la Commune de Meilhan

Considérant la demande de certains administrés souhaitant une mise à disposition de matériels de transports pour déplacer des matériaux, terre, gravats, cailloux, végétaux... sur la commune de Meilhan,

La Commune assure le transport de tout type de matériaux (terre, matériaux, gravats, ...) aux conditions ci-après :

- les déchets sont encombrants
- les intéressés n'ont aucun moyen matériel pour assurer le transport
- une demande expresse doit être déposée auprès de Madame le Maire

Un employé communal assurera le transport des matériaux sur le territoire communal

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité

FIXE le forfait pour chaque intervention compte tenu du service rendu, de l'immobilisation du matériel et de l'intervention de l'employé communal pour le transport des matériaux sur la commune de MEILHAN à **60.00 €** pour l'année 2022 à compter du 8 juin 2022

DIT que le paiement interviendra directement auprès du Receveur Municipal après émission d'un titre de recettes

DELIBERATION 2022-27

VOTE DES SUBVENTIONS 2022

Madame le Maire propose de reconduire la subvention part fixe de 400 € aux associations déjà bénéficiaires en 2021.

La part variable sera calculée pour l'ACCA, la Pétanque, l'USM, et le foyer rural à la rentrée, en fonction des effectifs.

Mme Despouys demande si la part variable est calculée en fonction du nombre de licenciés Meilhannais, affiliés, et âgés de – de 18 ans.

M. Lacoste précise que le calcul est fonction du nombre de licenciés mineurs, meilhannais ou pas.

Madame le Maire rappelle que l'APEM n'avait pas souhaité la subvention en 2021.

M. Testemale intervient « il n'y a pas de courrier systématique demandant le versement de la subvention ».

Madame le Maire rajoute qu'il n'y a pas eu de voyage scolaire l'année dernière, ni de repas de l'association et propose de verser une subvention de 400 € à l'APEM.

Madame le Maire donne lecture du bilan de la FNACA, et propose de verser une subvention de 250€.

L'association « Entente Meilhannaise » a déposé une demande de subvention d'un montant de 700 € correspondant aux dépenses des formations des permis d'exploiter de la licence IV.

Madame le Maire informe que la gestion de l'entente sera différente en 2022, chaque association devra gérer ses achats et retours de boissons non consommées, la location de la licence par la Commune est maintenue à 100 € pour 2022.

M. Testemale demande « qu'on t'on voté ? Est-ce les 700 €, qu'est-ce que la commune règle ?

Madame le Maire précise que cette somme correspond aux formations de permis d'exploiter, actuellement seulement 3 membres ont un permis en cours de validité.

M. Soux précise que c'est plus souple actuellement, le détenteur du permis d'exploiter doit être présent lors de la manifestation.

M. Chabanne rajoute que la personne en cas de contrôle doit être présente.

Madame le Maire propose de verser la subvention dès lors que les formations auront été effectuées, les associations concernées pourraient peut-être prendre en charge une partie de la formation.

M. Testemale intercède « les dossiers de demande de subventions pourraient être examinés par la commission culture, communication et associations, c'est le rôle de la commission de vérifier les documents présentés, pour 2022 qui a vérifié les documents ? Le budget présenté par Los Astiaous est erroné, il présente un budget de 400 € correspondant à la subvention communale, or le bilan de l'année précédente présente des charges ».

M. Laulom demande si la commune va verser une subvention à l'association don du sang.

Mme Lapêtre-Tauziet répond qu'il faut être exhaustif.

VU le budget primitif 2021 de la commune voté le 06 avril 2022

Madame le Maire rappelle à l'assemblée les conditions obligatoires pour obtenir le versement d'une subvention par les associations, à savoir, la fiche demande, accompagnée du bilan financier 2021, du budget prévisionnel 2022, du compte-rendu des activités de l'année 2021 et des documents annexes. Madame le Maire propose au conseil le montant des subventions aux associations pour l'exercice 2022.

Après discussion, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

FIXE les subventions aux associations de la Commune pour l'exercice 2022

DESIGNATION ASSOCIATIONS	Catégories	Montant de la part Fixe de la subvention versée en 2021	Montant Part variable de la Subvention versée pour 2021 40 €/licenciés	Montant subvention part fixe VOTÉE le 07/06/2022	Le montant de la part variable 2022 sera voté à compter de septembre 2022
USM	Sportive	400,00 €	2 240,00	400,00 €	
FOYER RURAL	Sportive Section badminton	400,00 €	1 480,00	400,00 €	
	Loisirs section randonnée	400,00 €		400,00 €	
	Loisirs section peinture	400,00 €		400,00 €	
PETANQUE CLUB MEILHAN	Sportive	400,00 €	840,00	400,00 €	
SLAM	Sportive	400,00 €		400,00 €	
LOS ASTIAUS	Sportive	400,00 €		400,00 €	
3EME AGE		400,00 €		400,00 €	
PREVENTION ROUTIERE		150,00 €		150,00 €	
ACCA	Utilité publique	400,00	415,00 €	400,00€	
COMITE DES FETES		400,00 €		400,00 €	
APEM	Education	0,00 €		400,00 €	
FNACA				250,00 €	
COOPERATIVE SCOLAIRE	Education			2 900,00 €	
TOTAL				7 700,00 €	

FIXE le montant de la subvention 2022 pour le CCAS à 5 000.00 €

DECIDE que ces subventions ne pourront être versées qu'après réception des documents demandés.

DECIDE qu'une part variable supplémentaire pourra être allouée à certaines associations après avis motivé

DELIBERATION 2022-28

DEMANDE ATTRIBUTION FEC 2022

Madame le Maire propose de demander le FEC pour la réhabilitation de l'immeuble TERRAL.

Madame le Maire expose le principe du Fonds d'Équipement des Communes, adopté par le Budget Primitif du Conseil Départemental et de l'enveloppe 2022 dont la répartition est adoptée par l'ensemble des Maires du Canton.

Considérant que la commune pourra bénéficier d'une aide de l'ordre de 6 778,00 € afin de financer à hauteur de 80% du montant de l'investissement, en l'occurrence la commune devra justifier d'une dépense à minima de 8 472.50 € HT

Considérant la subvention en capital allouée au Canton Pays Morcenais Tarusate, Madame Le Maire propose de solliciter cette dotation pour l'opération

Considérant la délibération du conseil municipal en date du 12 janvier 2021 approuvant la convention de co-maitrise d'ouvrage entre la commune et la Communauté des communes du Pays Tarusate,

Considérant la délibération du 25 janvier 2022 décidant d'approuver la convention de co-maitrise d'ouvrage entre la commune et la communauté des communes du Pays Tarusate modifiée,

Considérant la délibération du Conseil Municipal du 06 avril 2022 approuvant le budget primitif de la commune, notamment l'opération 1912 « Réhabilitation logement Terral » pour un montant de crédits ouverts à la somme de 131 555.00 €

Considérant la délibération du conseil municipal du 6 avril 2022 approuvant la nouvelle convention de co-maitrise d'ouvrage entre la Communauté des communes du Pays Tarusate et la commune

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- De solliciter l'attribution d'une part du Fonds d'Équipement des Communes pour l'année 2022 pour l'opération N° 1912 « Réhabilitation logement Terral » pour un montant de 6 778.00 HT
- Dit que la ressource sera affectée à l'opération N°1912 « Réhabilitation logement Terral »
Propose le financement de l'opération ainsi :

<u>DEPENSES</u>	Montant HT	<u>RECETTES</u>	Montant HT
<u>Montant dépenses à la charge de la Commune à reverser à la CCPT</u>	131 555.00	<u>FEC 2022</u>	6 778.00
		DETR versée par la CCPT	33 739,00
		Fonds concours/fonds	91 038,00

		libres	
TOTAL DEPENSES	131 555,00	TOTAL RECETTES	131 555,00

PARCELLES COMMUNALES

Transferts bail LOT 01, M. DAUDON Jacques, Transfert bail LOT 02, EARL DU PRIOU et Transfert bail LOT 03, EARL DU PRAZLAN

Madame le Maire rappelle l'échange des parcelles Communales avec M. Brettes

Le géomètre est venu départager les 2 lots de la parcelle.

M. Lacoste précise que cela était nécessaire pour retrouver les bornages.

A ce jour le plan de bornage n'a pas été transmis, Madame le Maire propose de surseoir.

TRAVAUX AMENAGEMENT COUR ECOLE, ATELIERS MUNICIPAUX

Madame le Maire informe le Conseil qu'elle a sollicité M. Doussang pour réaliser une étude pour un accueil pour les services techniques avec salle de pause, sanitaires et douches dans le hangar de la forge.

La mission demandée est une esquisse du projet avec un chiffrage afin de demander les subventions en 2023.

Madame le Maire informe également le Conseil que M. Doussang a été également sollicité pour une étude d'aménagement d'entrée des maternelles, avec un préau. Les deux dossiers pourraient bénéficier de subventions, mais il faut prioriser les travaux, dans un premier temps l'accueil des services techniques est primordial.

Mme Despouys demande si la collectivité peut faire appel à plusieurs bureaux d'études, ne faut-il pas réaliser un appel d'offres ?

Madame le Maire précise que M. Doussang a été sollicité pour réaliser une esquisse, son bureau est habitué dans la réhabilitation de bâtiments, il intervient dans le logement Terral, il n'y a pas besoin d'effectuer un appel d'offre compte tenu du montant pour cette étude.

Un appel d'offres sera réalisé si les travaux sont entrepris.

Mme Charon-Burnel intervient et propose de prévoir l'abattage ou le remodelage de l'ancien local des services techniques, la douche ne va plus servir, l'espace pourrait être réaménagé.

M. Chabanne propose que ces travaux soient effectués par les services techniques, le local pourrait servir d'entrepôt des produits dangereux, un rayonnage sera nécessaire.

PERSONNEL COMMUNAL

Lignes Directrices de Gestion

Madame le Maire rend compte au Conseil Municipal de la réunion du COPIL.

Le CDG a établi un état des lieux de la collectivité.

La proposition de LDG a été transmise aux membres du Conseil Municipal.

Madame le Maire précise que la proposition va être transmise au CDG pour avis.

PROPOSITION DE DELIBERATION TRANSMISE AU CT du Centre de Gestion des Landes pour avis.

Délibération fixant la durée annuelle et l'organisation du temps de travail

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'actuellement 3 agents bénéficient de RTT (deux agents du service administratif et un agent des services techniques). Il a été proposé aux agents d'effectuer 35h sur 4 ou 4,5 jours selon les services.

Les agents bénéficiaires ne souhaitent pas modifier leur planning et souhaitent de ce fait, conserver les 23 jours de RTT.

Madame le Maire informe l'assemblée :

La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a organisé la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriales et un retour obligatoire aux 1607 heures.

Un délai d'un an à compter du renouvellement des assemblées délibérantes a été imparti aux collectivités et établissements pour définir, dans le respect des dispositions légales, les règles applicables aux agents et ce, avant le 1er janvier 2022 au plus tard.

Pour rappel, la définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique.

La durée annuelle de travail ne peut excéder 1607 heures pour un agent à temps complet, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies. Elle est fixée au prorata temporis pour les agents à temps non complet et à temps partiel.

Le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail. Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier du cycle hebdomadaire jusqu'au cycle annuel.

Madame le Maire rappelle que pour des raisons d'organisation et de fonctionnement des services, services administratifs et services techniques, et afin de répondre au mieux aux besoins des usagers, il convient parfois d'instaurer pour les différents services de la commune des cycles de travail différents.

Le temps de travail sera annualisé, notamment pour les services de l'école.

Dans ce cadre, l'annualisation du temps de travail répond à un double objectif :

- Répartir le temps de travail des agents pendant les périodes de forte activité et le libérer pendant les périodes de faible activité ou d'inactivité

- Maintenir une rémunération identique tout au long de l'année, c'est-à-dire y compris pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité

Les heures effectuées au-delà de la durée hebdomadaire de travail de l'agent dont le temps de travail est annualisé pendant les périodes de forte activité seront récupérées par ce dernier pendant les périodes de faible activité ou d'inactivité.

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires : 2 jours X 52 semaines	-104
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	5 semaines de congés payés
Jour de fractionnement	2 jours uniquement accordés si l'agent en remplit les conditions
Jours fériés	-8
Nombre de jours travaillés	= 228
Nombre d'heures travaillées = Nb de jours X 7	1596 heures arrondi à 1600 heures

heures, soit 228 jours X 7 heures	
Journée de solidarité	+ 7 heures
Total en heures	1607 heures

En outre, Madame le Maire précise à l'assemblée que l'organisation du travail doit respecter les garanties minimales ci-après définies :

- La durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;
- L'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;
- Les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;
- Le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;
- Les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.
- Aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures consécutives de travail sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;

Madame le Maire propose à l'assemblée :

1 – Fixation de la durée annuelle de travail

Le temps de travail annuel en vigueur au sein de la commune pour un agent à temps complet est fixé à 1607 heures ; pour les agents à temps non complet et à temps partiel, le temps de travail annuel est fixé au prorata temporis.

2 - Fixation de la durée hebdomadaire de travail

Le temps de travail hebdomadaire en vigueur au sein de la commune est fixé à 35 heures par semaine pour l'ensemble des agents.

Compte-tenu de la durée hebdomadaire de travail choisie, 3 agents bénéficieront de jours de réduction de temps de travail (ARTT), (deux agents des services administratifs et un agent des services techniques).

3 - Détermination des cycles de travail par services :

Dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail, l'organisation des cycles de travail au sein des services la commune est fixée comme suit : 35 heures hebdomadaire,

Cycles hebdomadaires services administratifs :

Les horaires de travail seront définis en accord avec l'autorité territoriale pour assurer la continuité de service.

- Service administratif :

Cycle hebdomadaire à 39 heures avec 23 jours de RTT

Plages horaires, journées de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 les lundis, mardis, mercredis, jeudis et de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30 les vendredis

Le premier samedi de chaque mois de 9h à 12h, récupération des heures le vendredi après-midi précédant.

Les 2 agents bénéficiaires des 23 jours de RTT par an, pourront poser les jours de RTT librement au cours de l'année.

Cycles hebdomadaires services techniques :

Agent entretien bénéficiaire de RTT :

Cycle hebdomadaire à 39 heures avec 23 jours de RTT

Du lundi au vendredi :

Plages horaires, journées de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 les lundis, mardis, mercredis, jeudis et de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00 les vendredis

L'agent bénéficiaire des 23 jours de RTT par an, pourra poser les jours de RTT librement au cours de l'année.

Agents d'entretien recrutés à compter de 2021 :

Cycle hebdomadaire à 35 heures

Du lundi au vendredi :

Plages horaires de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00

Les horaires de travail seront définis en accord avec l'autorité territoriale pour assurer la continuité de service.

Cycles annualisé :

Agent entretien des bâtiments

Durant les périodes scolaires (36 semaines dans l'année) :

Soit 34,5 heures hebdo durant 36 semaines

Soit 1224 heures sur l'année.

Reste (1607-1224) = 383 heures à réaliser durant les vacances scolaires.

Durant toutes les petites vacances scolaires :

Plages horaires de 10h30-15h30 et 17h30-19h30

Soit 7 heures pour une journée X 54 jours soit 378 heures au total

L'agent concerné par ce cycle posera obligatoirement ses congés annuels durant les périodes non travaillées du 15 aout au 31 aout et aux vacances de Noël, et les 4 jours restants réparties dans l'année civile.

Agent service restauration

Durant les périodes scolaires (36 semaines dans l'année) :

Soit 41,33 heures hebdo durant 36 semaines

Soit 1487,88 heures sur l'année.

Reste (1607-1487.88 h) = 119,12 heures à réaliser durant les vacances scolaires.

L'agent concerné par ce cycle posera obligatoirement ses congés annuels durant les périodes non travaillées.

4 – Temps de repas

Dans la commune le temps de repas est fixé à 1 heure.

Il est intégré dans le temps de travail des agents, pour les services techniques, en période d'horaires d'été, il est intégré dans le temps de travail des agents du service de restauration de l'école, et des accueils périscolaire et extrascolaire.

5 - Journée de solidarité

Compte tenu de la durée hebdomadaire de travail choisie et afin d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées, la journée de solidarité est réalisée dans les conditions suivantes :

- par le travail d'un jour férié précédemment chômé (à l'exclusion du 1er mai), le lundi de la Pentecôte

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

Vu le Code général la fonction publique, notamment les articles L 611-1 et 611-2

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 modifiée relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées instituant une journée de solidarité

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique (article 47)

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale

Considérant la délibération du conseil municipal en date du 14 décembre 2001 relative à la mise en place des 35 heures,

Considérant l'avis du comité technique en date du

Après en avoir délibéré, DECIDE :

D'adopter la proposition de Madame le Maire et la modalité ainsi proposée.

D'abroger l'éventuelle délibération adoptée antérieurement en ce domaine.

Elles prendront effet à compter du 1^{er} septembre 2022

Questions diverses :

- Mise en place bureau des élections législatives des 12 et 19 juin 2022

Madame le Maire propose la mise en place du bureau de vote pour les élections Législatives qui auront lieu les 12 et 19 juin 2022

Bureau du 12 juin 2022

- Présidente : Mme LOUBERE Patricia
- Président suppléant : M. LACOSTE Claude
- 8h-11h : Mme HUREL Catherine, Mme CHARON-BURNEL Catherine, M. LAULOM Vincent
- 11h-15h : Mme ILHARDOY Sandra, M. SOUX Benoit, Mme LAPETRE-TAUZIET Nadège, Mme LINXE Justine
- 15h-18h : Mme DESPOUYS Véronique, M. LOUBERE David, M. TESTEMALE Maurice

Bureau du 19 juin 2022

- Présidente : Mme LOUBERE Patricia
- Président suppléant : M. LACOSTE Claude
- 8h-11h : Mme HUREL Catherine, Mme DESPOUYS Véronique, M. MEURIS Olivier
- 11h-15h : Mme ILHARDOY Sandra, M. SOUX Benoit, Mme LAPETRE-TAUZIET Nadège, M. CHABANNE Eric
- 15h-18h : Mme CHARON-BURNEL Mathilde, M. LOUBERE David, M. TESTEMALE Maurice
- Avenant loyer logement ancienne poste

Madame le Maire informe le Conseil Municipal de l'indexation du loyer de Mr et Mme GRENIER Eric à compter du 1^{er} mai 2022.

ENTRE

Madame LOUBERE Patricia, Maire de MEILHAN, Landes, habilitée à cet effet par délibération en date du 11 juillet 2020, d'une part

ET

Monsieur et Madame Eric GRENIER, locataires, domiciliés 461 Rue Félix Robert à MEILHAN, d'autre part,

VU le contrat de bail signé le 27 mars 2014, et notamment l'article "Révision du loyer", Conformément à l'article "Révision du loyer", à partir du 1^{er} mai 2022 le montant mensuel du loyer s'élèvera à la somme de 633,75 €, (SIX CENT TRENTE TROIS EUROS SOIXANTE QUINZE CENTIMES) suivant le calcul ci-après :

- Indice de référence des loyers (IRL)
- 3^{ème} trimestre 2014 = 124,66
- 3^{ème} trimestre 2021 = 131,67 €

$$600 \times 131,67 / 124,66 = 633,75 \text{ €}$$

- **Bulletin adhésion au GPF Cœur des Landes**

Madame le Maire informe le Conseil Municipal de la demande d'adhésion au Groupement de Productivité Forestière Cœur des Landes pour un montant de 20 €/an. Ce service de la chambre d'Agriculture propose des conseils techniques, des réunions pour les propriétaires forestiers privés et pour les collectivités.

M. Testemale demande si la commune n'adhère pas déjà à ce service.

M. Lacoste répond que la commune a adhéré à l'association des communes sinistrées suite à la tempête Klaus, cette adhésion avait permis aux communes propriétaires de parcelles forestières la gestion de leurs forêts pas seulement avec l'ONF mais avec d'autres organismes

- **Travaux logement ancien cabinet infirmiers**

Madame le Maire fait part au conseil municipal que quelques travaux sont à prévoir au logement, notamment le remplacement des chauffages, le remplacement des volets, l'installation d'un coin cuisine ainsi que le rafraîchissement de la salle de bains.

Des devis ont été demandés pour le remplacement des chauffages et des volets pour l'ensemble du bâtiment. Actuellement le logement de l'étage n'a pas de double vitrage, la locataire a effectué des travaux d'isolation des combles pour 1 €.

- **Mayade**

Les associations ont mis un mai à la municipalité. Madame le Maire propose de convier les présidents d'associations et les membres du conseil municipal avec leur conjoint, les membres présents à la mayade, ainsi que le personnel des services techniques à un repas qui sera servi « au Bistro » le vendredi 1^{er} juillet à 19 heures.

- **Aménagement route du Port d'Orion et Route du Moulin**

Madame le Maire rapport qu'une réunion est prévue en juin avec M. Danequin, UTD Tartas. M. Paul Virol, CCPT, va établir un cahier des charges pour l'aménagement de plateaux traversant sur la route du Moulin s'agissant d'une voie communautaire afin de demander des devis à plusieurs sociétés.

Route de la sablière : végétation importante lieu-dit Brana, un mail sera transmis à l'UTD pour demande d'une intervention auprès du propriétaire.

- **Conseil municipal** : mardi 12 juillet 2022 à 20h 30.

La séance est levée à 22 heures.